

BEAUNE

Le matériel de l'abattoir va être vendu aux enchères

Le commissaire-priseur Grégoire Muon va mettre aux enchères l'ensemble du matériel, actuellement contenu dans l'abattoir vendredi matin. La Coopérative des abattoirs de Beaune, qui gère le site, avait été placée en liquidation judiciaire en septembre 2020.

C'est un nouvel épisode dans l'affaire de l'abattoir de Beaune. Le matériel, propriété de la Coopérative des abattoirs de Beaune (Copab), va être vendu aux enchères, vendredi 11 février, à 10 heures, à l'hôtel des ventes de Beaune, rue Pierre-Richard, par le commissaire-priseur, M^e Grégoire Muon.

L'activité suspendue en février 2020

Cet épisode est la suite d'une procédure qui a commencé il y a deux ans. Le 4 février 2020, le préfet de Côte-d'Or Bernard Schmeltz avait décidé de suspendre de manière conservatoire l'agrément de l'abattoir beaunois, pour des raisons sanitaires.

Selon la préfecture, des problèmes persistaient depuis 2018. « Face à des dysfonctionnements récurrents et qui se sont aggravés dans le temps, des mises en demeure concernant l'hygiène des denrées, la protection animale et la protection de l'environnement ont dû être signifiées à plusieurs reprises afin que l'établissement se mette en conformité minimale. Ces mises en demeure n'ont été que très partiellement suivies d'effets », était-il expliqué dans un communiqué.

La liquidation judiciaire de la Copab avait été prononcée six mois plus tard le 8 septem-



L'activité de l'abattoir avait d'abord été suspendue en février 2020. Photo LBP/T. S.



La banque d'accueil. Photo Hôtel des Ventes de Beaune



Le matériel de découpe. Photo Hôtel des Ventes de Beaune



Les stabulations. Photo Hôtel des Ventes de Beaune

bre par le tribunal de commerce de Dijon. Le dossier s'était retrouvé dans les mains d'un administrateur judiciaire. Malgré des propositions, aucun repreneur n'a été validé par le tribunal de commerce.

La reprise a échoué

Deux offres de reprise ont failli aboutir révèle Gérard Roy, vice-président de la com-

munauté d'agglomération, mais celles-ci ont finalement échoué : « Personne ne veut reprendre l'abattoir. Le patron de l'entreprise Clavière s'est finalement désisté au dernier moment. Les éleveurs de la Chevillotte, basés à Besançon, ont aussi fait une offre, mais ils ne souhaitent pas que les collectivités locales entrent dans le jeu. La chambre d'agriculture, la Région et l'agglomération

étaient prêtes à soutenir l'opération pour 240 000 €. Juridiquement, on ne pouvait pas mettre cet argent pour rembourser les créances, ce qui aurait pu constituer une solution. »

« Il y avait un projet de reprise par les éleveurs de la Chevillotte, mais leur offre n'a pas été jugée satisfaisante par le juge-commissaire du tribunal de commerce, ajoute la sous-préfète de l'arrondissement de Beaune, Myriel Porteous. L'État leur avait même fait un courrier pour leur proposer une aide financière dans le cadre du plan de relance. On ne peut pas subventionner une entreprise en liquidation judiciaire, mais seulement un repreneur qui a un projet. La Région avait aussi proposé une subvention

274

Les 274 équipements – vestiaires, tables de découpe, stabulations... – seront vendus en un seul bloc et pas séparément.

et la communauté d'agglomération participait sous forme de loyers. »

Une mise à prix aux environs de 150 000 €

La vente aux enchères publique est donc la suite logique de la procédure. Le bâtiment d'une surface de 4 500 m² est composé de 274 équipements qui ne seront pas cédés séparément, mais en un seul lot. Des vestiaires en inox aux stabulations de petit bétail en passant par la banque d'accueil ou encore les tables de découpe, tout sera vendu en un seul lot.

Le commissaire-priseur, qui n'a pas souhaité s'exprimer, a donc fait le choix de tout regrouper, alors qu'il aurait pu faire une vente en dispersant chaque lot un par un. Ce qui laisse une dernière possibilité à un éventuel repreneur ?

Cette vente doit surtout permettre à l'administrateur de payer les créances de la Copab. Les murs, qui appartiennent aussi à la Copab, ne sont pas concernés par cette vente.

Si chacun peut assister à la vente munie de son pass sanitaire et de son masque, c'est une autre histoire pour acheter le lot entier dont la mise à prix initiale « serait d'environ 150 000 € », selon Gérard Roy. Pour les candidats, un dépôt de garantie de trente mille euros était nécessaire. Reste à savoir si un ou plusieurs acheteurs seront intéressés vendredi matin à l'hôtel des ventes de Beaune. De potentiels acquéreurs se sont rendus sur place en début de semaine.

Thibault SIMONNET

« Enlever le matériel de l'abattoir constitue un énorme handicap »

« Nous avons fait face à un soutien très limité de la part de la préfecture dans ce dossier. Il fallait une forte volonté de l'État qui ne s'est pas mouillée », assène Gérard Roy.

Le vice-président de la communauté d'agglomération Beaune Côte & Sud, en charge du développement rural a suivi le dossier dès le départ et considère que l'État n'a pas suffisamment joué son rôle : « On attendait une aide de l'État, mais on nous a répondu que, juridiquement, ce n'était pas possible. On aurait voulu que le préfet mette tous les acteurs autour d'une table pour trouver une solution. On va perdre l'abattoir et c'est un non-sens pour la pro-

duction locale. Les éleveurs sont catastrophés. Il y a juste eu une lecture juridique, et cela va conduire à la fermeture d'un outil indispensable ».

Un argument réfuté par l'État : « Je suis extrêmement étonnée de ces propos. Nous avons fait tout ce qui était possible avec la tenue de plusieurs réunions entre tous les acteurs sous l'égide du préfet de Région. L'État a été très présent », souligne la sous-préfète de Beaune, Myriel Porteous.

« Une hérésie »

« On nous a dit que ce n'était pas légal, mais est-ce que c'est légal de laisser mourir cet abattoir qui génère un surcoût de 80 centimes par

kilo de viande pour nos éleveurs du Pays beaunois, soupire Gérard Roy. Ces derniers sont désormais contraints d'aller faire abattre leurs bêtes à Besançon ou à Autun, puis de faire la découpe à Chalon, alors qu'on n'arrête pas de nous parler de proximité. C'est une hérésie. Ceux qui voulaient s'implanter dans le Pays beaunois ne le feront plus, puisqu'un de leurs critères était la présence d'un abattoir à proximité. Je comprends que le mandataire ait besoin de faire rentrer des fonds pour payer les créanciers, mais, enlever le matériel de l'abattoir, constitue un énorme handicap. J'aurais aimé qu'on puisse trouver une solution à l'amiable. »

Installé depuis 1996 dans la zone des Portes de Beaune

Sur son site Internet, la Ville de Beaune rappelle que, dès 1990, des études prévoyaient la construction d'un nouvel abattoir à vocation régionale dans la zone des Portes de Beaune. Les locaux, alors situés sur l'ancien stade des Échaliers depuis les années 1960, ne permettaient pas l'agrandissement de la structure. Les démarches avaient été entreprises par la Copab (Coopérative des abattoirs de Beaune) et avaient abouti, en 1995, à la construction de la nouvelle structure. D'une surface de 4 500 m², elle a une capacité annuelle de 7 000 tonnes et entre en activité le 1^{er} septembre 1996.